

La France vue du Portugal

-
- conférence
 - aux intellectuels catholiques français
 - à la "Confrontation"
-

1981



MARIA DE LOURDES PINTASILGO

PRIMEIRO MINISTRO

Fundação Cuidar o Futuro

LA FRANCE VUE DU PORTUGAL

(La politique et l'Eglise)

Introduction

La question que je vais poser ce soir à trait à la France d'aujourd'hui mais je l'aborde à partir de mon expérience au Portugal.

Je ne crains pas de le faire car ces situations sont paradigmatiques par rapport à ce qu'il eu est de l'Eglise, en tant que peuple des baptisés, communauté des croyants, à l'écoute des "signes des temps".

Le problème qui m'intéresse de traiter, est, en deux mots, celui-ci:

- face à des événements qui ont des potentialités à l'égard de la production d'une société ou s'amorcent de nouvelles idées et de nouvelles pratiques, l'Eglise s'insère-t-elle dans cette mouvance historique ou se situe-t-elle au-dessus des événements en tant que juge de l'histoire?
- théologiquement remplace-t-elle le Saint-Esprit qui seul peut juger le monde ou reconnaît-elle l'Esprit que renouvelle la face de la terre
- s'affirme-t-elle comme un ensemble de clercs organisés hiérarchiquement et dont une masse indifférenciée recevraient l'illumination, ou se considère-t-elle un peuple qui à dus l'intramondain dit et confesse?
- pastoralement se révèle-t-elle comme un corps organisé, groupe de pression, syndicat des croyants, défendant leurs droits et privilèges ou, se voit-elle comme l'Eglise missionnaire, apostolique, c.à.d., non seulement dans la succession des apôtres mais aussi à la manière des apôtres?



Pour essayer de répondre à cette question, je dirai, dans un premiers temps, comment je perçois
- de façon très impressionniste, bien sûr!
- la période qui se vit en France,
et, dans un deuxième temps, je formulerai certaines questions concernant l'Eglise et la société et je dirai comment, en tant que , je pourrais vivre un tel moment.

1. Entre les présidentielles et les législatives ... une nouvelle politique?

J'ai la chance d'être en France depuis le lendemain des présidentielles jusqu'à la veille des législatives ... Le regard que je porte sur la société française est celle de quelqu'un qui ayant été partie prenante d'un temps d'espoir ailleurs reconnait certaines impasses mais qui voit, surtout, les grands défis.

1.1. Masses/Peuple

Plus une société va dans le sens de l'industrialisation, plus la massification se fait sentir. Pendant longtemps la gauche utopique a lutté contre un tel phénomène. La France n'est pas une exception à cet égard - la massification se répand comme une nappe de pétrole dans la mer et ses ramifications atteignent les recoins les plus protégés.

- la contestation de la massification a pris souvent la figure du retrait, l'affirmation du singulier, la libération sans freins de la parole.

Mais une telle libération n'a fait que permettre l'éclosion d'un certain type d'individualisme renforcé, de moi érigé en norme et en maître - et par conséquent, de distance davantage entre quelques "élus de la parole" des masses anonymes.

Ce qui a amené Jean Baudrillard a posé la question - que j'estime très importante partout - de savoir si les masses, dans leur apparente non-logique, ne désirent pas autre chose et ne décident pas autre chose ne sont-elles pas un ailleurs de la



décision tandis que les pouvoirs en place seraient en fait vidés de pouvoir réel, s'imaginant qu'ils pourront un jour faire évoluer la société dans telle ou telle direction.

Or, ce qui, en fait, s'oppose à la massification est la conscience de "peuple".

(Chaque fois que j'ai essayé soit en français soit en anglais de dire le mot "peuple" qui a été le grand acteur de la révolution - maintenant avortée - au Portugal j'ai toujours eu une certaine difficulté. J'empruntais alors toute sorte d'images pour exprimer cette réalité d'un peuple prenant en mains sa destinée - les innombrables commissions de quartier, d'entreprise, les coopératives, les consommateurs, les conseils de villages, ... et je disais comment tout cela donnait, au plan national, la même impression qu'une expérience psychadélique qui dit que le centre est continuellement mouvant, si ce n'est multiple, et que l'importance des événements n'est pas liée à un lieu mais s'insère d'une multipolarité toujours changeante).

Le 21 Mai j'ai eu l'impression que la France pouvait dépasser la massification et être un peuple. Je le sentais vaguement sans savoir l'exprimer jusqu'au jour où Françoise Sagan la explicité dans un article du Matin et dont j'aimerais lire quelques extraits.

(F. Sagan - Le Matin)

Oui: "ce que peut être un peuple" "des milliers d'individus réunis dans le même sentiment".

Le contexte est là cependant: c'était "la fête" (comme le disaient même certains quotidiens portés à une telle terminologie), c'était la possibilité pour la gauche de répondre à cette attente.

Ce que le contexte dit est le peuple n'est saisissable que dans les événements qui soudent les uns aux autres, qui constituent le fonds de la mémoire collective, qui sont à tout



moment réperables pour de nouveaux départs.

Le défi posé à la gauche en France est là: maintenir le peuple en situation de peuple, sans qu'il redevienne pour de bon "les masses" ou "la foule".

Ce qui veut dire que le premier défi que les forces politiques ont à relever est celui de redonner au peuple la certitude qui l'animait au Panthéon: ce qu'on célébrait, le peuple - et lui seul - l'avait rendu possible.

(Est-ce un trait français: "C'est moi, Jeanne, qui ai fait cela". Et Frère Dominique dire: "Non, c'est Dieu avec Jeanne qui a fait cela".)

Je sens, dans certaines déclarations, dans certains gestes, ce lien. Pour que la gauche l'emporte il faut que des événements continuent de faire du peuple le sujet de son histoire.

(La campagne électorale est là - diront certains - mais une difficulté assez typique de nos démocraties c'est que seulement au moment des campagnes le dialogue a lieu.)

Tout cela veut dire: redonner à la démocratie sous sens entier.



1.2. Démocratie au-delà des seules formes civiques

On ne peut pas être indifférent au mouvement de consultations qui a eu lieu au niveau du PR et du PM. Des organisations représentant un certain type de partenaires sociaux ont eu la possibilité de discuter de leurs projets, de leurs "revindications". autour d'une table avec des équipes gouvernementales.

Cette forme de dialogue me semble très proche des "événements" dont je parlais toute à l'heure.

Certes, la plupart de ces organisations sont étroitement liées aux secteurs de la production. La notion même de partenaires sociaux est peut-être déjà en train de subir une transformation. Pour une majorité de gauche, les partenaires sociaux ne se mesurent pas seulement par le degré de leur représentativité ni par leur engagement dans la création du PNB.

Les partenaires sociaux sont les acteurs qui s'en prennent à des enjeux sociétaux qui, malgré leur petit nombre ou leur marginalité apparente, supposent une globalisation de ces enjeux. Leur apport est orienté vers le futur et présente une importante différence - il ne découle pas d'une idéologie mais d'une pratique socio-politique.

Ce qui est intéressant pour moi c'est que l'on voit s'ébaucher un autre type de consultations. Je pense de façon spéciale à celle qui touche les choix scientifiques et technologiques.

Il y a trois semaines je réfléchissais critiqueusement par rapport aux premiers gestes du gouvernement actuels et je formulais la question suivante:

- " Comment reconvertir les problèmes économiques ou leurs remèdes traditionnels en des questions qui se situent en-deça de l'économie? C.à.d., comment utiliser la science et la technologie d'aujourd'hui non pas seulement et surtout pour faire des correctifs à l'économie en la situant en amont et à ses défail-



mais pour déterminer en aval l'orientation même de la technologie?

J'en étais à ces réflexions quand j'ai lu que le gouvernement français réalisera un grand colloque en 82 pour décélérer à partir de l'apport des milieux scientifiques l'incidence des choix scientifiques!

C'est à mon avis, une décision d'une importance capitale. Car elle mise sur le moyen et le long-terme et elle pose directement la question du type de société, du rapport des êtres humains à l'environnement, de la richesse possible et de son utilisation.

Si, au premier abord, c'est la décision du type de production qui est en cause, une telle consultation ne pourra escamoter la question fondamentale de l'optimization du rapport besoins/ressources. Elle touchera ainsi, directement, l'organisation même de la vie sociale, culturelle, économique.

(Lors de la II Conf. des Min. de la Science et de la Technologie de toute l'Europe qui eu lieu il y a 3 ans à Belgrade, j'ai été frappé par la conviction qui s'en est dégagée de l'impact des choix technologiques sur la vie culturelle, la coopération entre les nations et finalement le type de civilization).

. En ayant parlé de la consultation à la communauté à la communauté scientifique et technique il s'en dégage, peut-être, l'impression que je reste à un certain niveau de partenaires sociaux "d'élite". Pas du tout!

Un gouvernement socialiste dispose, presque "automatiquement" d'un dispositif de travail par lequel les consultations de tous les partenaires sociaux peuvent avoir lieu - je pense naturellement au Plan.

Le Plan représente une possibilité de mettre sur pied des structures de participation responsable et (pourquoi pas?) d'éveiller une mobilisation populaire - il peut être le détonateur d'évènements - constitutif du "peuple" en acte.



Nulle part le Plan n'été capable d'encadres à la fois. une expertise de modèles macro-économiques très poussée et une véritable participation du peuple.

Il serait passionnant de voir si le Plan peut dépasser toutes les zones d'ambiguïté qui touchent à la fois le concept et les conditionnalismes particuliers pour devenir un instrument d'un Etat socialiste. Je pense notamment:

- au Plan dans une économie de marché
- dans un Marché Commun
- évitant la rigidité des Plans de l'Europe de l'Etat
- évitant aussi l'écart entre gestion publique et initiative privée qui est évident dans le Plan en Occident.

La question sera de savoir comment le Plan pourra être le lieu de la participation du peuple et comment utiliser la capacité technique de l' Etat publique. Les réitérations successives entre les aspirations et suggestions du peuple, d'un côté, et leur traduction technique au niveau de l' Etat, de l'autre, peuvent être le chemin par lequel le Plan aide à excuissier un destin national.

Qu'une telle entreprise peut être exemplaire pour les pays que l'on dit en développement est évident! Il y va non seulement du socialisme mais de toute possibilité d'un nouvel ordre économique mondial.

1.3. L'intersectorie/la décompartmentation dans l'approche et la gestion.

L'appel à la participation du peuple revient non seulement dans le discours officiel mais il est implicite dès le départ par la décompartmentation et l'intersectoriel qui, à mes yeux, caractérisent le gouvernement actuel en France.





Quelques exemples m'ont particulièrement frappé. J'en citerai trois sans qu'il y ait un choix délibéré de ma part:

- a) Mme Nicole Questiaux votre Ministre de la Solidarité, a donné une interview au Monde où son langage traduit ce qu'elle dit désirer: "aborder de façon nouvelle les problèmes qui se posent", "faire autrement". En effet, elle y situe "le social" en préalable à l'économique.

En exprimant son désir "que les personnes prennent en charge et ensemble, elles-mêmes, leurs affaires, leur sécurité social, leurs besoins sociaux, de façon responsable", le Ministre sait très bien que "tout cela va relancer la consommation populaire" et qu'il faudra étudier soigneusement les transferts économiques.

Mais, en disant la priorité du social non seulement par rapport aux handicapés (ce que tout le monde admettrait même si seulement en théorie) mais aussi par rapport aux immigrés, elle pose de façon nouvelle un problème humain dont les aspects sociaux n'avaient été abordés jusqu'ici que comme subsidiaires des aspects économiques.

Fundação Cuidar o Futuro

Une telle politique sociale est impensable en vase clos - elle est possible et faisable qu'en traversant de façon intersectorielle d'autres zones de l'administration.

- b) Le deuxième exemple je le prends aussi à partir de la presse d'un article écrit avec la collaboration du Secrétaire d'Etat à l'Environnement M. Bombard, et publiée au Monde pour la Journée Internationale de l'Environnement.

Une "nouvelle politique" y est esquissée qui donne à l'environnement son plein statut de problème intégrant toutes les dimensions de la vie.

"Le prix réel d'une politique efficace d'environnement" y conduit naturellement à considérer que "la politique de l'environnement doit être avant tout préventive" et que "l'environnement doit contrôler l'équipement" et non en rectifier les anomalies.

Une telle formulation appelle à deux axes complémentaires: d'un côté, l'axe du pouvoir local, par la décentralisation maximale" et, de l'autre, l'axe de la "dimension internationale des préoccupations environnementales".

c) Cet exemple parle par lui-même. Celui qui est peut-être moins évident concerne les préoccupations exprimées par le Ministre des Relations Extérieures, M. Cheysson, soit à la Conférence de l'ONU sur l'apartheid soit dans son interview aux Mondes.

Qu'un Ministre des Relations Extérieures parle des grandes questions qui touchent l' des pays au plan économique et militaire, tout le monde s'y attend! Mais qu'il se prenne aux questions d'ordre social à l'intérieur du Marché Commun, qu'il touche des perspectives concernant les touts et l'orientation des sociétés elles-mêmes il y a de quoi s'étonner et pour ma part de s'en réjouir!

1.4. L'aube d'une autre civilisation

Tout ce que je viens de citer - et il y aurait d'autres exemples peut-être encore plus frappants - touche une question essentielle. C'est que la majorité présidentielle n'a pas seulement ni même surtout à exécuter une politique socialiste cohérente.

(Cela serait déjà beaucoup pour quelques venant d'un pays où, au moment de prendre seul le pouvoir, le PS a décidé de "garder le socialisme dans un tiroir").

Le défi qui lui est lancé est celui de penser la société en d'autres termes, c'est prendre acte de beaucoup de facteurs d'un monde à la fin de ce siècle:

- que l'emploi se pose en des termes nouveaux, obligeant à distinguer les activités socialement inutiles (et dont exponentielle) et les activités socialement utiles (et dont l'invisibilité monétaire cache la vraie valeur)
- que la société se structure de moins en moins, au niveau de la production, en termes de production de biens
de services
d'information

selon qu'il s'agit de société où industrialization se poursuit, ou société technocratique, ou société de programmation.



Les grands principes ont à être revus à la lumière de ces trois modes de production, nécessairement coexistants Etat moderne, l'éthique de production étant totalement différent des deux autres.

Il s'agit de poser les problèmes politiques autrement (chaque fois que quelqu'un dit devant moi: "nous avons accédé au pouvoir" j'ai sincèrement peur! Car s'il s'agissait d'accéder à un pouvoir qui est là on tomberait facilement dans la simple "passation de pouvoirs". Il s'agirait d'une "succession" où les visages et les rites changent (bien sur que c'est déjà beaucoup!) sans que change l'enveloppe des problèmes.

Tout au plus, il s'agirait de s'inscrire dans le même registre - à une action d'un certain type on opposerait une action de sens inverse. Et l'on aurait les antinomies qui "réjouissent" la droite! dont, par exemple, nationalization verse initiative privée.

Dans ce contexte, il y aurait à analyser critiquelement le concept d'alternance, qui semble savoir certains politiques ...

Cette perspective nouvelle je ne la trouve pas de façon nette dans les propos du gouvernement actuel. Il s'agit du type de société, non en termes théoriques, mais au niveau des structures et des conceptions sous-jacentes à toutes projet.

Il s'agit de la mise-en-question de l'industrialisme comme idéologie dominante - impossibilité de croissance pour toutes les nations du monde et, donc, pour la France si elle veut affirmer par actes la solidarité avec les pays de l'hémisphère Sud!

Si nous passons de l'industrialisme à l'ère de l'informatique, on peut se demander si les nationalizations ne vont pas renforcer l'Etat-patron. (Expérience portugaise ...) - problème de l'Etat comme entrepreneur publique, ainsi que le problème de l'Etat centralisateur, appareil gigantesque. (questions de Jacques Elleil, Monde, 27 Maio, pg. 2)



2. L'Eglise, un autre pouvoir ou présence à travers les Quel rôle?

(Avant d'aborder le 2ème volet, je tiens à raconter un fait de mon expérience. En Octobre 74, au gouvernement, face au grand pèlerinage de Fátima, Cunhal qui demande:

"pourquoi ne faites-vous pas un grand mouvement de masse?"
et moi que le regarde en pensant qu'il n'y connaissait rien et que l'Eglise n'était pas un pouvoir!)

La question qu'il faut poser d'emblée c'est: de qui parlons-nous quand nous disons "l'Eglise"? (L'ambiguïté de Vat.II est à la fois un atout et un handicap - au moins 6 acceptions pour le mot Eglise:

- l'humanité vers l'escat.
- les croyants
- les baptisés
- les petits groupes

Dans une société où il y a une dynamique de changement vers quelque chose de nouveaux, l'Eglise devrait, me semble-t-il, vivre un double mouvement.

D'un côté, se rassembler à partir des lieux concrets de l'engagement de chacun. Si l'Eglise est à la fois la "convocation" et la "congregation" elle rappelle et elle rassemble.

Lequel des deux mouvements est premier? Les théologues n'ont jamais tranché ni Vat. II nom plus. Celui qui convoque ne peut le faire qu'au sein de la congrégation! (Loin vont les temps où chaque prêtre disait sa Messe). Le P. Chenu remarquait dans un article des dernières années que si, il y a 30 ans, on disait que les partaient pour évangéliser le monde du travail, aujourd'hui ils se rassemblent en a partir de ce monde du travail!

Ne serait-il pas ainsi eu ce qui concerne les domaines que l'on a convenu d'appeler politique?



Y a-t-il un message qui serait "transmis" du haut en bas, par le corps des baptisés ou bien le message naît de la pratique cohérente des engagés et de ceux qui veulent bien partager, en frères, leur démarche?

Dans un 2ème mouvement, l'Eglise riche de cette pratique, peut annoncer aujourd'hui . Mais pour le faire il ne s'agit pas de rappeler des principes immuables. Bien au contraire!, il s'agit d'écouter dans les "signes des temps" la nouveauté de l'Esprit.

Car qu'est-ce que cela veut dire: "l'Esprit qui renouvelle la face de la terre" "et je ferai choses nouvelles" qu'est-ce que ces phrases veulent bien dire si elles ne sont pas vécues dans le hic et nunc de nos vies?!

Nous avons terriblement besoin de véritables mystiques, de ceux qui, enfoncés jusqu'au fond dans la réalité de ce monde, cloués à la croix de leur persévérance, de leurs espoirs et de leurs échecs, y peuvent percevoir l'action aimante de l'Esprit.

J'ai toujours regardé l'Eglise en France comme une appel vers la mystique. Mais beaucoup de difficultés s'y opposent qui ne relèvent pas uniquement de la prédominance de l'élément institutionnel dans l'eglise.

A un moment de politique de la solidarité, l'Eglise pourra-t-elle aider à dépasser la monstre narcissique qui habite en nous non par les discours moaux mais par une plus intense aspiration dans la vie de l'Esprit?

Ce qui n'irait pas sans conséquences. Par exemple, la présence de l'Eglise deviendrait vraiment levain dans la pâte, ouvrirait elle aussi des chemins car sa vie serait pétrie de ce que fait les douleurs et les joies de tous les hommes et de toutes les femmes.

J'y pensais à nouveau pour cette fête de Pentecôte. L'Esprit qui nous est donné en plénitude n'est-il pas là, ici, pour nous apprendre la commussion qui nous fait dire "Notre Père"... pour raviver en nous des mots, des idées, des désirs?



Ne porte-t-il pas en lui l'énergie qui fait naître le cosmos organisé du chaos? N'y a-t-il pas une pensée à refaire sous l'impulsion de l'Esprit?

. Une Eglise à l'écoute des "signes des temps"
- sans se cristalliser dans des guerres de religion traditionnelles
- doit poser l'au-delà de réussite et démarche politique, ce dont cette démarche relève, ce qui la traverse pour lui donner de la vie.

. Structurellement et comme conséquence de l'appropriation par la Hiérarchie d'une seule des plusieurs tendances qui se manifestaient en Vat.II, l'Eglise présente un visage où les laïcs, la grande des baptisés, ne semblent être que le public auquel la Hiérarchie et les clercs s'adressent.

(Dans mon pays, la grande majorité des clercs ayant pris position politique à l'intérieur du culte, participer à l'Eucharistie dépasse le "sacrifice" que l'on peut demander. La plupart des actes de culte sont, paradoxalement, des actes agissant contre la loi. Le problème est tragique et immense).

En France, les choses ne se passent pas ainsi, c'est vrai. Mais il en reste quelques chose dans des sermons d'un spirituel désincarné et respectueux d'un "pluralisme" qui n'est que l'autre versant de l'esprit conservateur.

Or, la communauté des croyants comme "locus theologi" dépasse le simple appel à l'"individualisme" personnel qui finalement soumet à la loi de l'offre et de la demande des appareils et semble dire que l'Evangele n'indique pas de voices préférentielles.

Dans la poussée du "peuple" en cet-après le 10 Mai de la vie en France, n'y a-t-il pas lieu de se demander en Eglise ce que signifie Peuple de Dieu?

Ce peuple ne parcourt-il pas comme Israel - et pendant un temps toujours plus long que les véritables distances l'exigeraient - les terres de l'Exode pour chercher d'autres horizons ou tous puissent vivre?



. On est encore loin de dégager les conséquences Eglise/Peuple de Dieu par rapport au pouvoir politique.

Si les citoyens sont loin de percevoir souvent ce qui se passe sous leurs yeux, qu'en est-il de Eglise?

. Pastoralement comment l'Eglise se situe-t-elle?

La grande question à laquelle nous devons faire face est de savoir comment l'Eglise annonce à cette société aujourd'hui.

S'agit-il de nourrir un "ghetto" qui reste souvent intra-muros, qui se défend contre tous les envahisseurs et qui a son peuchant à "la mystique de la persécution", en le renforçant à travers des prises-de-position monolithiques

ou

s'agit-il d'être toujours en attitude d'accueil et de partage en faisant corps avec tous ceux qui cherchent?

En reprenant les valeurs énoncées par la lettre récente de l'Episcopat français j'y trouve des pistes qui appartiennent à tous ceux qui sont attentif à la fois à l'homme et à tous les hommes:

- "respect des consciences
- droit de toutes être humain à l'existence
- droit au travail
- droit pour les jeunes de prendre leur place dans la nation
- droit pour tous de bénéficier d'une juste partage des revenus
- droit des pays en voie de d'être associés par les pays industrialisés à l'exploitation des ressources du globe".

Je ramène volontiers ces questions aux points que j'ai soulevés tout à l'heure, peuple/participation/interdépendance du vécu et des options/ouverture sur une civilisation nouvelle.

Il me semble que c'est à nous, de le dire - d'annoncer le risque et l'aventure.

Dans ce sens l'Eglise et ses expressions à tous les niveaux peuvent être d'une nouvelle manière une forme de "ciment social"



Pas de changement social sans que la transcendance traverse les idées et les coeurs - "

C'est une telle Eglise qui peut devenir cette Eglise du Seuil dont parlait dans les années 60 le , l'Eglise qui rassemble au portail du Temple croyants et incroyants la même "décision de l'impossible", la même quête du parmi les hommes.

Fundação Cuidar o Futuro

